



Organisation des Nations Unies

CONFERENCE DE PRESSE DES NATIONS UNIES DU MERCREDI 17 FEVRIER 2016

Charles Antoine Bambara : *Mesdames, Mesdemoiselles et Messieurs, Membres de la presse, Auditeurs de Radio Okapi, Bonjour et bienvenue à ce rendez-vous hebdomadaire des Nations Unies.*

- **Activités des Composantes de la MONUSCO**
- **Activités de l'Equipe-pays**
- **Situation militaire**

Activités des Composantes de la MONUSCO

Information publique :

Le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies en RDC, Monsieur Maman Sambo Sidikou et le Nonce apostolique, Luis Mariano Montemayor, effectuent une visite du 17 au 20 février 2016 dans l'Est du pays, notamment à Goma et à Kitchanga, dans la province du Nord-Kivu.

Au cours de cette tournée, les deux personnalités échangeront avec les autorités provinciales du Nord-Kivu, les chefs d'agences du système des Nations Unies et les membres du corps diplomatique.

Ils s'entretiendront aussi avec les représentants de l'Eglise catholique et rencontreront les membres de la société civile locale.

Ils visiteront aussi le camp de déplacés de Kitchanga, la prison de Munzenze, le séminaire de Don Bosco et le séminaire de Buhimba.

Cette activité s'inscrit dans le cadre de la synergie et du partenariat entre l'église catholique et la MONUSCO et constitue une opportunité pour transmettre des messages de compassion, de solidarité et de consolation aux populations meurtries de cette partie du pays.

Protection de l'Enfant :

Le bilan de la 1^{ère} quinzaine du mois de février 2016 fait état de 49 enfants qui se sont échappés ou ont été séparés des groupes armés dans les provinces du Tanganyika, de l'Ituri, du Nord et du Sud-Kivu. Agés de 12 à 17 ans, ces enfants étaient associés aux groupes armés : FDLR (19 enfants), Nyatura (13 enfants), Mayi-Mayi Lafontaine (5 enfants), Mayi-Mayi Rahiya Mutomboki (4 enfants), NDC/Renové (3 enfants), Groupe armé burundais (2 enfants) et l'ADF (1 enfant).

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org : tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole : bassef@un.org : tél. +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873

Lieutenant-colonel Amouzoun Codjo Martin, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org : tél. +243 81 890 31 78 ; mobile +243 81 533 85 63

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukoki@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org : tél +243 997 06 88 04



Organisation des Nations Unies

Durant la même période, la Section Protection de l'Enfant a vérifié des cas de violences sexuelles commis sur huit fillettes dont l'âge varie entre 11 et 16 ans.

Ces crimes sont attribués à des membres d'un groupe armé non-identifié (5 enfants) et des éléments de la force armée nationale (3 enfants). Deux des 3 auteurs de ces violences sexuelles sur mineur ont été immédiatement mis aux arrêts. La Section Protection de l'Enfant félicite le Gouvernement congolais pour les efforts tangibles qu'il met en œuvre en vue de lutter contre l'impunité sur son territoire.

Par ailleurs, la Section est très préoccupée par le conflit qui sévit dans le Sud du territoire de Lubéro et son corolaire d'insécurité et de violations graves des droits humains. L'instabilité sécuritaire dans la localité constitue un obstacle à la réalisation des droits fondamentaux des enfants. En effet, pas moins de 18 enfants ont été tués depuis le début des hostilités. Ainsi, la Section enjoint les parties en conflit à privilégier le bien-être et la survie des enfants, et à mettre immédiatement fin aux affrontements.

Le 12 février dernier, la Section Protection de la MONUSCO et ses partenaires, à savoir l'Equipe spéciale des Nations Unies sur les enfants et les conflits armés et le Groupe de travail technique conjoint UN/Gouv DRC ont commémoré la Journée internationale de la Main Rouge.

Cette journée, aussi connue comme étant la Journée internationale contre l'utilisation des enfants soldats a été une opportunité pour renforcer à nouveau les actions de plaidoyer et de sensibilisation pour mettre fin au recrutement d'enfants au sein des groupes armés. 2095 hommes, femmes et enfants ont témoigné leur soutien à la lutte contre l'utilisation des enfants soldats en RDC en participant à la campagne de collecte de « Mains Rouges » organisée à cet effet. Entre autres activités qui ont marqué la célébration de cet événement, figure le lancement des clips vidéo « Plus jamais de Kadogo » et « Brisons le silence » produits respectivement par les artistes musiciens Werrason et David Dube. Ces clips présentent la problématique des violences sexuelles perpétrées contre les filles et tout autre type de violations graves des droits de l'enfant.

Le 11 février 2016, Le Groupe de Travail Technique Conjoint sur les enfants et les conflits armés (GTTC) a été installé dans la province du Tanganyika en vue de mettre en œuvre et assurer le suivi du Plan d'Action conjoint Gouvernement RDC/ONU pour lutter contre le recrutement et l'utilisation d'enfants, et d'autres violations graves des droits de l'enfant perpétrées par les forces armées et les services de sécurité de la République démocratique du Congo.

Du 9 au 10 février derniers, la Section VIH/SIDA de la MONUSCO a intensifié ses activités à travers une campagne de sensibilisation dans les prisons de Beni, dans la province du Nord-Kivu.

Durant cette campagne, les détenus de diverses prisons ont été sensibilisés sur les modes de se protéger et de protéger aussi les autres au cours de leur séjour dans la prison et même au-delà de la prison, et ont été formés et sensibilisés sur la façon dont ils pourraient mener une vie positive et responsable après leur détention.

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org : tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole : bassef@un.org : tél. +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873

Lieutenant-colonel Amouzoun Codjo Martin, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org : tél. +243 81 890 31 78 ; mobile +243 81 533 85 63

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org : tél +243 997 06 88 04



Organisation des Nations Unies

Le but de cette campagne de sensibilisation était de sensibiliser, non seulement les prisonniers, mais aussi les personnels pénitentiaires, sur la prévention du VIH et de lancer l'appel contre la stigmatisation et la discrimination à l'égard des personnes vivant avec le VIH.

En RDC comme ailleurs dans le monde, le comportement à haut risque semble être un facteur important qui contribue à la propagation du VIH dans les prisons. Pour cette raison, la Section VIH/SIDA a entrepris une campagne de sensibilisation pour réduire les effets du VIH et du SIDA dans les établissements correctionnels du pays.

En sensibilisant les prisonniers, la MONUSCO continue ainsi à jouer son rôle d'appui important dans la lutte contre le VIH en RDC.

Activités de l'Equipe-Pays

Distribution d'urgence du PAM pour 12 000 ménages déplacés au Nord-Kivu :

Le Programme alimentaire mondial des Nations Unies (PAM) et son partenaire World Vision International distribuent une assistance alimentaire d'urgence à 6 200 ménages (41 000 personnes) localisés depuis la mi-novembre à Kataro, Kauma et Luofu dans le territoire de Lubero en province du Nord-Kivu. Un autre partenaire humanitaire apporte également les vivres du PAM à 6 400 autres ménages localisés dans les villages voisins de Miriki et Kimaka.

Cette assistance cible la plupart des déplacés, retournés, autochtones et familles d'accueil. Son but est de répondre rapidement à leurs besoins alimentaires d'urgence ainsi que d'atténuer les tensions intercommunautaires. Une allocation de 960 000 dollars américains a été octroyée par le Fond Commun Humanitaire de la République démocratique du Congo, étant donné le nombre considérable de ménages à assister et l'urgence de la crise.

Cette assistance a été décidée après une analyse des risques effectuée mi-janvier et fait suite à une première intervention d'urgence du PAM et de son partenaire, la Fédération luthérienne mondiale (Lutheran World Federation, LWF) fin décembre. Cette dernière avait permis de porter assistance à 48 000 personnes à travers des biscuits à haute valeur énergétique. La distribution de vivres en cours pourrait être suivie par d'autres types d'assistance, notamment la distribution d'articles ménagers essentiels, d'abris et de matériel médical et de protection, selon la disponibilité des ressources.

Depuis la fin de l'année 2015, les zones de Kataro, Luofu, Miriki et Kimaka dans le sud du territoire de Lubero accueillent un grand nombre de personnes déplacées fuyant les affrontements entre les groupes armés et les attaques sur les populations civiles dans la partie nord du territoire de Walikale et le sud du territoire de Lubero. La présence de déplacés dans ces zones a contribué à augmenter les tensions intercommunautaires dans la région.

Le PAM est particulièrement préoccupé par l'augmentation rapide des déplacements de populations au Nord-Kivu en raison de l'intensification des affrontements entre groupes armés. L'une de ces aires de déplacement

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole : bassef@un.org ; tél. +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 88 73

Lieutenant-colonel Amouzoun Codjo Martin, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org ; tél. +243 81 890 31 78 ; mobile +243 81 533 85 63

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org ; tél +243 997 06 88 04



Organisation des Nations Unies

est le territoire de Lubero où le PAM assiste déjà 17 000 personnes vulnérables depuis 2015 à travers diverses distributions (alimentaires, en bons monétaires et en espèces).

Selon le Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations Unies (OCHA), la province du Nord-Kivu compte plus de 604 000 personnes déplacées. Il y a également 282 000 personnes auparavant déplacées qui sont rentrées dans leur village d'origine depuis janvier 2015, souvent pour y trouver leurs maisons, écoles et champs endommagés ou détruits.

Pose de la première pierre pour la construction d'un entrepôt moderne de conservation des vaccins et intrants de santé à Kinkole :

Le Premier Ministre et Chef du Gouvernement de la République démocratique du Congo, Augustin Matata Ponyo Mapon, a procédé le 16 février 2016, à la pose de la première pierre pour la construction d'un entrepôt moderne de conservation des vaccins et intrants de santé à Kinkole, quartier situé à près de 40 km du centre-ville de Kinshasa.

La construction de cet entrepôt s'inscrit dans le cadre d'un partenariat stratégique entre le Gouvernement de la RDC, Gavi et l'UNICEF, lequel vise à renforcer les capacités de stockage de vaccins et la chaîne du froid, et ainsi rendre disponibles les vaccins dans l'ensemble du pays, en particulier dans les zones de santé les plus reculées et difficiles d'accès.

La vaccination est l'un des meilleurs moyens de sauver la vie de millions d'enfants et permet à l'Etat et aux familles de faire des économies sur les coûts de santé.

Pour rappel, le renforcement de la chaîne d'approvisionnement du Programme Elargi de Vaccination (PEV), dans le cadre du financement de Gavi via UNICEF comprend outre la construction d'entrepôts, la dotation de véhicules et de motos, de camions, de hors-bord, de réfrigérateurs et congélateurs solaires.

Mission conjointe ONUSIDA-Primature pour l'amélioration de la qualité de la riposte au sida dans le Maniema

Une mission conjointe ONUSIDA-Primature, conduite par le Directeur Pays de l'ONUSIDA Marc Saba, a séjourné du 8 au 12 février 2016 dans l'est de la République démocratique du Congo (RDC) pour mobiliser les autorités politico-administratives du Nord-Kivu, du Maniema ainsi que toutes les communautés locales de lutte contre le VIH/sida dans la mise en œuvre de l'Objectif 90-90-90* et de l'Initiative « les villes s'engagent ».

Les différents contacts avec les autorités et partenaires basés dans ces deux provinces ont révélé l'engagement au plus haut niveau de s'impliquer dans la riposte au VIH et d'allouer une ligne budgétaire aux activités de lutte contre le sida, l'existence d'une société civile dynamique dans la ville de Kindu, la bonne cohésion des agences du Système des Nations Unies et leur implication dans les initiatives VIH et la disponibilité des antirétroviraux (ARV) dans tous les sites de prise en charge du VIH.

Selon l'Enquête démographique et de Santé (EDS 2013-2014), la province du Maniema est la plus touchée par le VIH/sida en RDC, avec un taux de prévalence de 4 % soit 46 228 personnes vivant avec le VIH. La

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org : tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole : bassef@un.org : tél. +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873

Lieutenant-colonel Amouzoun Codjo Martin, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org : tél. +243 81 890 31 78 ; mobile +243 81 533 85 63

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org - tél +243 997 06 88 04



Organisation des Nations Unies

mission conjointe ONUSIDA-Primature est convaincue que plusieurs éléments justifient cette situation notamment des effets d'ordre institutionnel, structurel, programmatique et opérationnel : ces dix dernières années, la province du Maniema a accueilli plusieurs déplacés fuyant des conflits armés au Nord-Kivu, Sud-Kivu et dans l'ancienne province Orientale ; les organisations de la société civile de la province n'ont pas accès aux subventions du Fonds mondial ; la faible couverture des Zones de Santé en services Prévention de la Transmission du VIH de la mère à l'enfant (PTME), particulièrement en Option B+ (offre d'un traitement antirétroviral à vie aux femmes séropositives enceintes ou allaitantes) : 5 Zones de santé sur les 18 que compte la province du Maniema soit 27 % de couverture ; rupture du stock des intrants de la sécurité transfusionnelle ; et l'absence des équipements de suivi biologique des patients mis sous ARV et des réactifs dans toute la province.

De ce constat, ont découlé plusieurs recommandations adressées au Gouvernement central, Gouvernement provincial, Programme National Multisectoriel de Lutte contre le SIDA (PNMLS), Programme national de lutte contre le sida (PNLS), société civile et à l'ONUSIDA pour améliorer la qualité de la riposte au VIH dans la province de Maniema : redynamiser la coordination et le suivi multisectoriel des interventions des partenaires en province ; étendre la couverture des services de prévention de la transmission mère-enfant du VIH à toutes les maternités de la province de Maniema ; organiser à Kindu une conférence nationale sur la problématique du VIH/sida dans le contexte de crises humanitaires à l'est de la RDC afin de booster la lutte dans l'ensemble des provinces les plus affectées par l'épidémie de sida en particulier, le Maniema, la province Orientale, le Kasai oriental et le Katanga.

L'Objectif 90-90-90 qui stipule qu'à l'horizon 2020, 90 % des personnes vivant avec le VIH connaissent leur statut sérologique, 90 % de toutes les personnes infectées par le VIH dépistées reçoivent un traitement anti rétroviral durable et enfin que 90 % des personnes recevant un traitement antirétroviral aient une charge virale durablement supprimée.

Comité de pilotage du Projet d'Appui aux institutions démocratiques (PAIDS) :

Le rapport d'activités 2015 et Plan de travail 2016 du Projet d'Appui aux Institutions Démocratiques et Organisations de la société civile (PAIDS) ont été validés au cours de la réunion du comité de pilotage tenue le vendredi 12 février 2016 à Kinshasa en présence de plusieurs représentants du Gouvernement congolais, du Sénat, des assemblées provinciales et des organisations de la société civile.

Cette réunion a permis de recadrer la mise en œuvre de ce projet en vue d'assurer l'atteinte des résultats. Le projet PAIDS appuie les institutions publiques, les organisations de la société civile et les médias dans les provinces démembrées de la Tshopo, du Kivu et du Kasai Oriental. Son but est de contribuer à l'amélioration de la gouvernance démocratique axée sur l'égalité homme-femme au niveau provincial. Il soutient les institutions démocratiques et les organisations de la société civile, y compris celles des femmes dans la promotion de la gouvernance.

PAIDS est un projet du gouvernement congolais mis en œuvre par le PNUD avec l'appui financier du Gouvernement belge.

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org : tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole : bassef@un.org : tél. +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873

Lieutenant-colonel Amouzoun Codjo Martin, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org : tél. +243 81 890 31 78 ; mobile +243 81 533 85 63

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org : tél +243 997 06 88 04



Organisation des Nations Unies

Situation militaire

(Par le Lieutenant-colonel AMOUZOUN CODJO MARTIN, Porte-parole militaire)

Aucun incident majeur susceptible de perturber significativement l'environnement sécuritaire **dans la ville province de Kinshasa**, ainsi que **dans les autres provinces situées dans l'Ouest de la République Démocratique du Congo**, n'a été rapporté durant la semaine écoulée.

Dans les provinces de Haut et de Bas-Uélé, les Forces coalisées MONUSCO-FARDC (Forces Armées de la République Démocratique du Congo), poursuivent sans relâche leurs activités militaires contre les éléments résiduels de l'Armée de Résistance du Seigneur (LRA), ainsi que ceux d'autres groupes armés encore actifs.

Dans la province de Haut-Uélé, le 9 février 2016, une (01) femme commerçante en déplacement sur une motocyclette, de Doruma vers Dungu, est tombée dans une embuscade tendue par cinq (05) éléments armés. Elle a été violée et dépouillée de ses biens.

La victime a été évacuée vers le centre de santé de Bangadi, où des soins appropriés lui sont administrés.

A cet effet, les Forces onusienne et congolaise, ont dans le cadre de la deuxième phase de l'opération dénommée « **Red Kite** » (**Cerf-volant rouge**), déployé des bases opérationnelles dans la région de Badulu (7 kilomètres de Bangadi), afin de combattre efficacement la récurrence de l'activisme des forces négatives rapportée sur l'axe Bangadi-Doruma.

En Ituri, les Forces onusienne et congolaise maintiennent la pression militaire sur les miliciens du Front de Résistance Patriotique de l'Ituri (FRPI), en vue de mettre un terme aux exactions récurrentes perpétrées contre les populations civiles des localités situées au Sud du territoire d'Irumu.

Le 7 février 2016, cinquante (50) éléments supposés appartenir au FRPI ont attaqué la localité de Singo, située à 17 kilomètres au Nord d'Aveba, blessé des civils et pillé des biens de valeur.

Des troupes d'intervention rapide de l'armée congolaise basées dans la région ont engagé les assaillants, et tué l'un d'entre eux.

Le 10 février 2016, quatre (04) femmes de la localité de Chekele en déplacement vers le marché de Bavi, ont été dépouillées de leurs biens par des éléments du FRPI, au cours d'une embuscade tendue dans la région de Kony.

A la même date, le poste opérationnel de la Force de la MONUSCO d'Aveba, informé à travers le réseau d'alerte précoce de la tentative de pillage par des éléments du FRPI dans la région de Tongbe, située à 5 kilomètres au Nord-est d'Aveba, a immédiatement projeté des troupes d'intervention rapide dans la zone. Ces dernières ont contré l'action des assaillants, et les ont contraints à se retirer du secteur.

La promptitude de l'intervention de Casques bleus, a été fortement appréciée par les populations locales.

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org : tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole : bassef@un.org : tél. +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873

Lieutenant-colonel Amouzoun Codjo Martin, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org : tél. +243 81 890 31 78 ; mobile +243 81 533 85 63

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org : tél +243 997 06 88 04



Organisation des Nations Unies

Les soldats de la paix continuent de mener des patrouilles intensives de domination de terrain dans la région, dans le but d'y dissuader toute nouvelle incursion des forces négatives, et d'assurer la protection des populations civiles.

Le 11 février 2016, des troupes des FARDC basées à Bukiringi ont engagé des miliciens du FRPI ayant établi des positions dans la région d'Arava, située à 15 kilomètres au Sud-ouest d'Aveba, tué quatre (04) insurgés, appréhendé plusieurs autres, et récupéré trois (03) armes AK-47.

Le même jour, des patrouilles motorisées de la Force de la MONUSCO déployées rapidement au village Mudiwo, situé à 200 mètres au Nord d'Aveba, ont fait avorter une tentative d'attaque initiée par des éléments du FRPI, contre des populations civiles vivant dans cette localité.

Par ailleurs, du 12 au 16 février 2016, une opération conjointe robuste MONUSCO-FARDC, a été lancée dans la région de la colline d'Alimo, située à environ 2 kilomètres au Nord-est de Kapalay, dans le but de neutraliser les bastions du FRPI, d'y interdire toute liberté de mouvement aux éléments de ce groupe armé, de dominer le terrain, de rassurer et de protéger les populations civiles.

Des troupes de la Force onusienne basée aux postes opérationnels d'Aveba, de Bogoro et de Gety ont participé à cette opération, par la conduite de patrouilles intensives de domination de terrain, le déploiement des positions de blocage et des unités d'intervention rapide pour le renforcement des forces opérationnelles, et ce ; sur les axes Tchekele-Sisa-Monobi, Nombe-Soke et Bangatsi-Chanda-Kapalay-Nombe.

Des populations civiles vivant dans les zones concernées ont fortement apprécié la conduite de cette opération, dont le message envers les éléments réfractaires du FRPI stipulait que des activités négatives visant à compromettre la paix et la stabilité dans la région, ne seront jamais tolérées.

Au Nord-Kivu, la situation sécuritaire a été jugée volatile et imprévisible dans les territoires de Beni, de Walikale et dans les localités situées au Sud de Lubero, suite aux nouvelles attaques menées par les rebelles réfractaires de l'Alliance des Forces Démocratiques (ADF) contre les positions de l'armée congolaise et les populations civiles, aux accrochages entre les éléments des Forces Démocratiques de Libération du Rwanda (FDLR) et ceux de L'Union Patriotique pour la Défense des Innocents (UPDI), mais également, aux tensions interethniques entre les ressortissants Nande et Hutu.

Dans le territoire de Beni, les Forces onusienne et congolaise poursuivent leurs activités militaires, dans le but de mettre un terme à l'activisme des éléments de l'ADF, et de sécuriser les populations civiles.

Le 9 février 2016, des unités de l'armée congolaise ont appréhendé un (01) élément supposé appartenir à l'ADF dans la région de Kisiki, située à approximativement 37 kilomètres au Nord de Beni.

Les rebelles de l'ADF continuent d'attaquer les positions des FARDC, pour des besoins de réarmement et d'approvisionnement logistique.

En effet, le 11 février 2016, des présumés éléments de l'ADF ont attaqué des positions des FARDC situées sur l'axe Kainama-Bunake (à 4 kilomètres au Nord-est d'Eringeti), et à Bunake.

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org : tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole : bassef@un.org : tél. +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873

Lieutenant-colonel Amouzoun Codjo Martin, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org : tél. +243 81 890 31 78 ; mobile +243 81 533 85 63

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org - tél +243 997 06 88 04



Organisation des Nations Unies

Les troupes de l'armée congolaise ont riposté et repoussé ces attaques.

La Brigade d'Intervention de la Force de la MONUSCO a renforcé son déploiement dans la région d'Eringeti, dans le but de soutenir les unités des FARDC face aux attaques récurrentes des éléments de l'ADF.

Deux (02) éléments de l'ADF actifs dans la localité de Mayimoya, ont également été tués par des troupes des FARDC, et une (01) arme AK-47 récupérée pendant la période sous examen.

D'autres attaques menées par les éléments de l'ADF contre les populations civiles, ont été rapportées durant la semaine écoulée.

Le 12 février 2016, les éléments de l'ADF ont pour des besoins d'approvisionnement logistique, lancé une attaque contre la localité de Lesse, située sur la route de Kainama, à 07 kilomètres à l'Est d'Eringeti, tué quatre (04) individus, pillé du bétail ainsi que des denrées alimentaires, et incendié vingt-neuf (29) maisons, et ce ; avant de se retirer vers la direction du Sud-est, dans la jungle située dans la région de Bango.

L'armée congolaise a redéployé des troupes d'intervention rapide dans la région de Bango, dans le but de traquer les assaillants.

Des Casques bleus de la Force de la MONUSCO basés à Tchabi, ont été redéployés sur l'axe Kainama, afin d'y mener des patrouilles intensives de longue portée, d'interdire le mouvement des forces négatives, dont l'ADF, de rassurer, et de sécuriser les populations civiles.

Le 14 février 2016, des présumés éléments de l'ADF auraient attaqué la localité de Kambi ya Chui, située à 18 kilomètres à l'Est d'Eringeti, et tué un nombre important de civils.

Des missions de vérifications menées par la Force de la MONUSCO sont en cours dans la zone.

Le même jour, des éléments supposés appartenir à l'ADF ont attaqué des positions des FARDC situées dans le village Mukoko, à 5 kilomètres au Nord-est d'Oicha.

Un (01) assaillant de l'ADF a été tué.

Des Casques bleus Malawites de la Brigade d'Intervention de la Force de la MONUSCO, ont été promptement redéployés sur les lieux de l'incident, dans le but de renforcer les troupes des FARDC.

Dans le territoire de Walikale, des exactions perpétrées contre les populations civiles par des éléments du groupe Mayi-Mayi Cheka Nduma Défense du Congo (NDC), ont été rapportées durant la semaine écoulée.

Le 10 février 2016, des éléments du groupe Mayi-Mayi NDC-Cheka, ayant fait incursion dans les localités de Katanga, Kahilengera et Tshonde (1, 4 et 7 kilomètres de Pinga), ont collecté des taxes illégales et pillé des biens de valeur appartenant aux populations civiles.

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org : tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole : bassef@un.org : tél. +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873

Lieutenant-colonel Amouzoun Codjo Martin, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org : tél. +243 81 890 31 78 ; mobile +243 81 533 85 63

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org : tél +243 997 06 88 04



Organisation des Nations Unies

Des dispositions idoines ont été prises par la Force de la MONUSCO, dans le but d'interdire toute nouvelle exaction par les forces négatives contre les populations civiles dans la région.

Dans les localités situées au Sud du territoire de Lubero, l'environnement sécuritaire demeure tendu, suite aux accrochages entre les éléments des FDLR et ceux de l'UPDI, mais aussi, aux tensions interethniques rapportées entre les ressortissants Nande et Hutu.

Dans la région de Bunyatenge, des accrochages rapportés pendant la période sous examen entre des éléments des FDLR et ceux de l'UPDI, ont fait quatre (04) civils tués, et provoqué le déplacement d'environ deux cents (200) ménages dans la zone de Bibwe.

D'autres combats entre les éléments des FDLR et une coalition de groupes Mayi-Mayi, composée notamment du groupe Mayi-Mayi NDC-Guidon, ont fait au moins quinze (15) individus tués dans la localité de Mukeberwa, située au Sud du territoire de Lubero.

Six (06) ressortissants Hutu ont également été tués pendant la période sous examen par des éléments de l'UPDI dans la localité de Vuvoty, située à approximativement 57 kilomètres au Sud de la région de Bunyatenge (110 kilomètres au Sud-ouest de Lubero), et ce ; par représailles aux exactions perpétrées contre les ressortissants Nande dans la zone.

Par ailleurs, des rapports concordants ont mentionné plusieurs autres cas de meurtres des populations civiles liés aux violences ethniques entre les communautés Nande et Hutu dans les régions citées supra, et la présence d'environ quarante-neuf (49) autres blessés dans la localité de Buboty, située à approximativement 10 kilomètres au Sud-ouest de Luhanga.

A peu près quatre-vingt-dix-huit (98) individus sont également portés disparus dans plusieurs villages, suite aux récents affrontements entre les deux ethnies.

Le 11 février 2016, des troupes d'intervention rapide de la Force de la MONUSCO basées à Kanyabayonga ont été rapidement redéployées dans les localités de Busekere et Kwit, dans le but d'assurer la protection de quatre cents (400) déplacés Hutu, ayant fui à cause de violences ethniques, les localités de Kalevia, Bukumberwa et Luhanga.

Le 15 février 2016, le poste opérationnel de la Force de la MONUSCO de Nyanzale a assuré efficacement la protection de plusieurs habitants de Nyanzale (41 kilomètres au Nord-ouest de Rutshuru-centre) et de Kihondo, ainsi que de certains déplacés, ayant cherché refuge auprès de cette base onusienne, suite aux menaces d'attaque par des groupes Mayi-Mayi, liées aux conflits interethniques entre les ressortissants Nande et Hutu dans la région.

A part les activités militaires menées dans la région, dans le but de mettre un terme à l'activisme des groupes armés et aux conflits interethniques rapportés particulièrement dans les localités situées au Sud du territoire de Lubero et dans la province en général, des délégations des autorités gouvernementales et celles de la

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole : bassef@un.org ; tél. +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873

Lieutenant-colonel Amouzoun Codjo Martin, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org ; tél. +243 81 890 31 78 ; mobile +243 81 533 85 63

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org ; tél +243 997 06 88 04



Organisation des Nations Unies

MONUSCO ont également conduit plusieurs missions dans les régions touchées, dans le but de trouver des solutions durables à tous les problèmes susmentionnés.

Au chapitre des redditions dans la province, du 10 février 2016 à ce jour, deux (02) éléments en provenance des groupes armés, se sont rendus aux troupes de la Force onusienne déployées dans la province.

Il s'agit de : **Un (01) des Forces Démocratiques de Libération du Rwanda (FDLR) et un (01) du groupe Mayi-Mayi Rahiya Mutomboki**, faction **“Isangi”**, en possession d'une (01) arme AK-47.

Au Sud-Kivu, les Forces onusienne et congolaise maintiennent sous leur contrôle la situation sécuritaire, en dépit de l'activisme de quelques groupes armés rapporté dans certains territoires de cette province.

Dans le territoire d'Uvira, les FARDC ont appréhendé dans la nuit du 8 au 9 février 2016, un (01) élément du Front National de Libération (FNL), actif dans la région de Kahororo, située à 5 kilomètres au Sud-est d'Uvira-centre.

Le 10 février 2016, un (01) élément Mayi-Mayi de la garde rapprochée du chef rebelle “Tigre”, a été appréhendé par des troupes des FARDC, au cours d'accrochages dans la localité de Sange, située à 33 kilomètres au Nord d'Uvira-centre.

Au Tanganyika, la situation sécuritaire a été jugée globalement calme pendant la période sous examen.

Toutefois, le 7 février 2016, trois (03) éléments supposés appartenir au groupe Mayi-Mayi Bakata-Katanga, ont fait incursion dans les localités de Monshi et de Lupeti, situées respectivement à 25 et 32 kilomètres à l'Ouest de Pweto-centre, et collecté par force des denrées alimentaires auprès des populations locales.

Enfin, la Force de la MONUSCO a mené **1200** patrouilles armées, dont **327** nocturnes, et fourni **59** escortes pendant la période sous examen.

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org : tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole : bassef@un.org : tél. +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873

Lieutenant-colonel Amouzoun Codjo Martin, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org : tél. +243 81 890 31 78 ; mobile +243 81 533 85 63

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org - tél +243 997 06 88 04